



RASSEMBLEMENT RÉPUBLICAIN

Suite aux incendies de mairies et de bâtiments publics et aux pillages de commerces survenus en marge des manifestations du 17 octobre 2026

Lundi 19 octobre 2026

Mesdames, Messieurs,
Chers concitoyens,

Merci d'avoir répondu à l'appel lancé hier soir par l'Association des maires de France, un appel au rassemblement relayé partout en France par nos mairies.

Nous sommes ici, ce midi, devant notre hôtel de ville, la maison commune de tous les citoyens, quels qu'ils soient, le lieu où ils sont accueillis, écoutés, pris en charge par nos agents municipaux.

Consternés, affligés, nous sommes ici pour témoigner notre soutien plein et entier à celles et ceux qui se lèvent le matin pour travailler, et qui ont vu partir en fumée des années de labeur - 2000 commerces pillés au cours du week-end ; mais aussi notre soutien aux élus locaux qui ont vu les édifices publics attaqués, incendiés, le mobilier urbain détruit ; notre soutien aux agents publics, aux forces de l'ordre et services de secours qui malgré les attaques dont ils font l'objet continuent au péril de leur vie à effectuer leurs missions de protection des biens et des populations.

Comme des millions de français, j'ai été émue par l'incendie de la mairie de Limoges, comment ne pas avoir ressentir la même tristesse qu'avec les images de l'incendie de Notre dame de Paris, lorsque le campanile de la mairie dévoré par les flammes s'est effondré.

Comment ne pas être choqué par les images d'une Marianne jetée à terre à Marseille - savent-ils au moins ce que ce buste représente ? ou encore par les images d'un lycée détruit à Nantes alors qu'il est neuf ?

Nous sommes la majorité silencieuse, celle qui se lève le matin, travaille et va payer encore une fois pour les casseurs. Nous ne devons pas nous taire.

Samedi, ce sont des hordes de sauvages qui n'ont rien à voir avec les manifestants venus légitimement exprimer leur colère - lycéens, agriculteurs, pompiers, personnels soignants, gilets jaunes ...ils étaient venus exprimer leurs revendications, leurs inquiétudes, leur mal-être, leurs difficultés à joindre les deux bouts, ils se sont fait confisquer leur mouvement.

Depuis les émeutes de 2023, hélas la situation n'a pas changé. Nous étions déjà réunis en ce même lieu pour appeler au sursaut républicain et au retour de l'autorité de l'Etat. Bien au contraire, le climat social, économique, intellectuel s'est dégradé. Aucune leçon n'a été tirée de ces violences. Ces pilleurs qui ont déferlé dans les grandes villes n'ont aucune revendication, ils ne sont que haine de la France et sont venus semer le chaos, encouragés par des leaders politiques qui dénoncent une soi-disant sauvagerie policière, des casseurs invités à « abattre la citadelle, le système » pour citer le chef de la France insoumise. Ils n'ont qu'une ambition casser ce que les autres ont mis, pour certains, une vie à bâtir.

A quand la loi anti casseurs, à quand le retour de l'ordre républicain et son corollaire une politique pénale à la hauteur des menaces qui mettent en danger notre République et ses valeurs – liberté, égalité, fraternité, laïcité.

Il est temps d'agir enfin, le courage politique n'est pas un gros mot. Les promesses non tenues, les actes attendus qui ne viennent jamais ne font qu'accroître le malaise. La sécurité est le premier droit de notre contrat social, l'Etat l'a oublié et n'assure plus la protection des plus fragiles d'entre nous. Pas plus qu'il ne comprend les Français.

Vendredi après-midi, j'ai reçu le ministre de l'Éducation nationale dans notre lycée après les violences dont les personnels et les élèves ont fait l'objet. Un temps d'échange pour relayer les attentes des lycéens, permettre aux membres de la communauté éducative de s'exprimer. Devant l'incapacité de l'Etat à comprendre les attentes de ses citoyens, nous les élus locaux ne baissons pas les bras. Nous sommes les relais de ces expressions, nous restons debout pour vous, avec l'appui de nos agents du service public. Nous représentons pour beaucoup de nos habitants le seul espoir d'être entendu, compris, aidé et ce malgré des moyens qui, année après année, nous sont toujours plus retirés.

Il est plus que temps de reprendre le récit national alors que certains irresponsables politiques appellent de leurs vœux une « nouvelle France », une France du chaos, de la haine dont les français attachés à notre pays, son histoire, sa culture ne veulent pas.

Une nation où la discipline, le respect, l'autorité permettent à tous les citoyens de vivre ensemble, de se parler, de s'épanouir. Ensemble refusons les violences, défendons ce qui nous unit.

Vive la République, vive la France, vive Morangis.